

Les transformations du réseau des bibliothèques en République tchèque

L'histoire des bibliothèques sur le territoire de la République tchèque actuelle est ancienne. On suppose que des collections de manuscrits existaient dans les monastères fondés aux X^e et XI^e siècles, par exemple chez les bénédictins de Břevnov (Prague), de Sázava (Bohême centrale) et de Rajhrad (Moravie), chez les cisterciens à Osek (Bohême du Nord), à Plasy (Bohême de l'Ouest). Plus tard, des bibliothèques de chapitre (Prague, Olomouc) se sont développées, la bibliothèque des prémontrés de Strahov (Prague) a été fondée.

Anna Machova

Bibliothèque nationale
de la République tchèque
anna.machova@nkp.cz

De riches fonds de livres ont été constitués aussi dans des villes importantes ou des centres religieux tels que Olomouc, Brno, Plzeň. Dans la noblesse, des collections remarquables (comme la fameuse bibliothèque de la famille des Rožmberk en Bohême du Sud) ont commencé à se développer. Dès la fin du XIII^e siècle, on mentionne le début de collections de livres chez de riches bourgeois. Au Moyen Âge, les fonds les plus considérables sont ceux des bibliothèques rattachées à l'université de Prague (Université Charles, fondée en 1348).

Des réseaux de coopération très denses

Très tôt, le livre et la lecture se sont répandus parmi les citoyens. Le livre, surtout en langue tchèque, a joué un rôle primordial dans le processus d'émancipation de la nation et des citoyens tchèques (XVII^e-XIX^e siècles). Pleinement conscients de l'importance des livres pour l'éducation des couches les plus larges de la société, les fondateurs de l'État tchécoslovaque indépendant (1918) ont réussi

la création d'un réseau de lecture publique extrêmement dense et sans précédent dans le contexte européen de l'entre-deux-guerres : conformément à la loi sur les bibliothèques communales votée en 1919, chaque commune était obligée de créer, soutenir et développer sa propre bibliothèque. Ce réseau de lecture publique, tout en évoluant au fil des années, a subsisté pratiquement jusqu'à la fin des années 1980.

D'autres réseaux ou types de bibliothèques spécialisées fonctionnaient de manière satisfaisante (en dépit de l'inaccessibilité ou de l'accessibilité difficile des technologies de l'information) : bibliothèques d'établissements d'enseignement supérieur, instituts de recherche de l'Académie des sciences, bibliothèques de médecine et bibliothèques techniques ou centres de documentation d'entreprises industrielles. Des centres méthodologiques et techniques pour les réseaux disciplinaires et la lecture publique se développèrent conformément à la loi sur le réseau unique des bibliothèques (loi de 1959).

En ce qui concerne la lecture publique, des réseaux territoriaux se dé-

République tchèque¹

La Tchécoslovaquie résulte de l'éclatement de l'Empire austro-hongrois en 1918. Le III^e Reich annexe la région des Sudètes lors de la Conférence de Munich en 1938 et l'armée allemande entre dans Prague en 1939. La ville est libérée par l'armée soviétique en 1945.

1948 • Les communistes prennent le pouvoir.

1968 • Les aspirations au pluripartisme (Printemps de Prague) sont réprimées.

1977 • Alors que l'opposition avait presque disparu, l'écrivain Vaclav Havel promeut et signe la « Charte des 77 », un mouvement de dissidents tchécoslovaques.

1989 • La chute du régime communiste commence lors d'une manifestation d'étudiants (la Révolution de velours). Vaclav Havel est élu président de la Tchécoslovaquie le 29 décembre 1989, puis de la nouvelle République tchèque jusqu'au 28 février 2003.

1990 • Premières élections libres remportées par les mouvements démocratiques.

1993 • La Tchécoslovaquie se scinde en deux pays : la République tchèque et la Slovaquie.

1999 • La République tchèque adhère à l'Otan.

Indicateurs sur l'enseignement supérieur (2001-2002)²

Nombre d'étudiants inscrits : 228 635

Indicateurs sur l'économie du livre (2000)³

Nombre de titres publiés : 11 965

1. Le Centre d'information sur les institutions européennes, « L'Union s'élargit, l'Europe grandit ». http://www.strasbourg-europe.com/CIIE/pdf/brochure_elargissement_fr.pdf
France Info, « La nouvelle Europe à 25 » (l'année de référence pour les données économiques est 2003). <http://www.radiofrance.fr/chaines/france-info/dossiers/dpm/index.php?rid=5000071>

2. Source : le Centre européen pour l'enseignement supérieur (Cepes), <http://www.cepes.ro/>

3. Source : International Publishers Association, <http://www.ebf-eu.org/>



© Atelier de cartographie de Sciences Po, Paris, 2004

Capitale : Prague

Superficie : 78 864 km²

Population : 10,3 millions

Monnaie : couronne tchèque

Langue officielle : tchèque

Divisions administratives : 13 régions et une capitale

Économie

Croissance : 2,3 %

Inflation : 0,2 %

Taux de chômage : 9,8 %

PIB par habitant : 13 300 euros

(moyenne des Quinze : 23 000 euros)

Dépôt de candidature : 1996

Institutions politiques : République

Le président de la République est élu pour cinq ans par le Parlement, composé de deux Chambres.

Les députés sont élus pour quatre ans au suffrage universel direct.

Chef d'État : M. Vaclav Klaus (2003)

veloppèrent à partir des années 1960, d'abord sur la base de l'intercommunalité (les bibliothèques professionnelles des communes plus grandes offrant certains services à de petites bibliothèques communales animées par des bénévoles).

Dans les années 1970, des réseaux de coopération à deux niveaux furent créés dans la plupart des départements. Les bibliothèques municipales à vocation départementale implantées dans les chefs-lieux de département remplissent alors des fonctions de têtes de réseau. Les bibliothèques d'étude d'État assurant des missions de centres régionaux de bibliothèques (dans les chefs-lieux de région) jouent le rôle de centres méthodologiques et techniques pour la lecture publique dans leurs territoires d'action et coordonnent les activités des bibliothèques des différents réseaux régionaux.

Pour supprimer les barrières entre bibliothèques et centres d'information des secteurs particuliers, des conseils de bibliothèque au niveau des régions et des départements commencèrent à voir le jour au début des années 1980, animés par des bibliothèques de lecture publique (bibliothèques d'État d'étude et bibliothèques municipales à vocation départementale). Le succès de leur travail dépendait de l'activité des professionnels locaux et de la compréhension des tutelles des réseaux. Même si elle n'était pas toujours efficace, cette organisation mérite d'être reconnue. Sa conception reposait sur trois idées : une certaine autogestion régionale (dans le cadre de l'idéologie régnante bien sûr), l'indépendance des structures centrales d'État en ce qui concerne les questions de programmation, l'établissement de plans de développement des bibliothèques quelle que soit leur appartenance à des unités administratives.

Au niveau central de l'État, une structure s'occupant des questions professionnelles concernant le fonctionnement des bibliothèques et l'aide bibliothéconomique avait déjà

été fondée dans les années 1950 au sein de la Bibliothèque nationale (aujourd'hui département de la bibliothéconomie de la BN). Dans les années 1960, un groupe de spécialistes engagea des recherches sociologiques d'envergure sur la lecture et les bibliothèques. Dans les années 1970-1980, une partie des programmes de recherche a été coordonnée avec des programmes similaires menés dans les centres méthodologiques des bibliothèques de plusieurs pays de l'Est : on a cherché non seulement à décrire la situation des bibliothèques mais aussi à formuler des axes de recherche les concernant ainsi que les services d'information scientifique et technique. Cette activité a été malheureusement interrompue après 1989, mais on pourrait sans doute renouer avec la riche expérience du travail de ces années-là.

Dans les années 1970-1980, une collaboration intéressante s'amorça entre la lecture publique et les bibliothèques scolaires. Certaines bibliothèques publiques ont commencé à proposer des formations afin d'initier les écoliers au fonctionnement des bibliothèques et de développer leurs compétences de lecteurs et d'usagers. De leur côté, les écoles ont commencé à créer leurs propres « bibliothèques de classe ». Petit à petit, les instituteurs ont initié un changement méthodologique visant à intégrer la littérature dans les programmes et à promouvoir l'utilisation de documents (littérature spécialisée, de vulgarisation scientifique, encyclopédies, dictionnaires, etc.) dans le travail scolaire afin d'aider les enfants à utiliser ces documents de façon autonome, à chercher, trouver et évaluer l'information nécessaire à leurs études.

La formation des bibliothécaires s'est développée dès la moitié des années 1950 au sein de l'enseignement secondaire et supérieur : écoles secondaires spécialisées à Prague et à Brno, avec des antennes dans quelques bibliothèques régionales ; chaire de sciences de l'information et des bi-

bibliothèques à la faculté des lettres de l'Université Charles¹.

À l'issue de cet état des lieux, on peut constater un bon niveau du système des bibliothèques, surtout du point de vue de la densité du réseau et de l'organisation des services de prêt entre bibliothèques. Cependant, vers la fin des années 1980, on a ressenti la nécessité de changements radicaux : l'abolition des structures anciennes de prise de décision et la suppression des barrières et des anachronismes idéologiques. Les Tchèques ne voulaient plus accepter le diktat de décisions qui étaient données pour justes. En ce qui concerne les bibliothèques, il s'agissait surtout du refus de publication et de l'accessibilité aux ouvrages littéraires et scientifiques selon des critères idéologiques.

Même si l'informatisation du traitement documentaire en bibliothèque était intellectuellement préparée à maints égards, elle ne pouvait être réalisée à cause de l'inaccessibilité du matériel informatique. Son développement dans les pays de l'Est était lourd et peu effectif ; quant à l'importation en provenance des pays de

1. Les écoles de bibliothéconomie de Prague et de Brno, qui dépendaient autrefois de l'enseignement secondaire, sont aujourd'hui des établissements universitaires de premier cycle (du type « college » anglais ou « *Fachhochschule* » allemande) : Vyšší odborná škola informačních služeb Praha (<http://www.sks.cz>), et Vyšší odborná škola a Střední odborná škola informačních a knihovnických služeb Brno (<http://www.vosis.cz>) qui forment au management de l'information en bibliothèque, musée, archives et entreprise.

Les études supérieures sont proposées, à l'Université Charles de Prague, par l'Institut des études en sciences de l'information et des bibliothèques (Institut informačních studií a knihovnictví, <http://uisk.ff.cuni.cz>). Un cycle d'étude de trois ans est assuré également à l'Université de Silésie – Institut de la bohémistique et des bibliothèques en Opava, Moravie du Nord (Slezská univerzita – Ústav bohémistiky a knihovnictví Opava, <http://ubk.fpf.slu.cz>). La formation professionnelle continue se développe grâce à l'activité de l'association professionnelle SKIP, à l'origine de la création d'un réseau de centres de formation dans les régions. Des centres sont implantés dans les bibliothèques régionales et le centre de la formation continue de la Bibliothèque nationale de Prague chapeaute ce réseau (Výukové centrum pro další vzdělávání knihovníků-SKIP, <http://skip.nkp.cz/odbVzdel.htm>).

l'Ouest d'ordinateur et des composants pour leur fabrication, elle a été frappée par un embargo (levé après le changement du régime politique de 1989).

Les bouleversements des années 1990

Un tournant historique tel que la transformation du système politique a naturellement influencé profondément le secteur des bibliothèques et de l'information. Les turbulences des années 1990 ont apporté des avantages sans précédent, mais, en même temps, des phénomènes peu rassurants, provoquant parfois des discontinuités inquiétantes. Ce qui est sans doute positif, c'est que les idées et les discussions professionnelles peuvent se développer dorénavant sans les contraintes de l'idéologie de l'ancien régime. D'un autre côté, les opinions de certains spécialistes sont souvent (surtout au début des années 1990) remises en cause sous prétexte que « tout ce qui fait référence au passé est douteux » : seule l'opposition absolue au passé est admise...

Les bibliothèques se sont libérées du cadre strict des règles imposées par les secrétariats du parti unique, mais, sous l'égide de la liberté (ou plutôt sous l'influence de slogans ultra-ou pseudo-libéraux : « Chacun doit s'occuper de soi-même », etc.), des notions telles que « coopération » (ça implique une solidarité, c'est donc communiste !), « plan », « système » deviennent suspectes. Les centres méthodologiques et le travail de leurs spécialistes sont qualifiés de louches et certains centres sont supprimés ou voient leurs activités réduites. De telles attitudes empêchent le développement d'un système efficace de formation professionnelle continue, ce qui gêne beaucoup, surtout à une étape nouvelle, celle de l'introduction des technologies de l'information. « Chaque bibliothécaire doit apprendre tout tout seul et prouver sa compétence en entrant en concu-

La Bibliothèque nationale de la République tchèque

- La plus grande bibliothèque du pays (un fonds de 6 000 000 de volumes, accroissement moyen annuel entre 60 000 et 80 000 volumes), bibliothèque de conservation (gardienne du patrimoine imprimé tchèque), d'étude et de recherche.
- La BN est héritière de la collection des manuscrits offerte par Charles IV en 1366 à un des collèges universitaires, qu'il avait lui-même fondé en 1348 (le collège dit Charles).
- Elle conserve une collection précieuse de manuscrits, d'incunables et de livres rares d'environ 500 000 volumes.
- La BN abrite la Bibliothèque slave avec sa remarquable collection spécialisée destinée à des recherches slavistiques.
- Elle abrite des collections précieuses de documents de musique, par exemple les « mozartiana ».
- Elle prend part à des activités de l'Unesco concernant la recherche en matière de numérisation des manuscrits (Mémoire du monde, Memoria) et développe un programme national pour l'accès numérique à des documents précieux – Memoriae Mundi Series Bohemica¹.
- Elle prend part à des recherches européennes, par exemple au programme de contextualisation visuelle des documents numérisés – Vicodi².
- Elle développe des standards nationaux de traitement des documents.
- Elle réalise et publie la Bibliographie nationale tchèque³.
- Elle développe des technologies d'archivage des documents électroniques – WebArchiv⁴.
- Elle développe des technologies d'interconnexion des notices bibliographiques des articles avec des articles plein texte⁵.
- Elle participe au développement de la passerelle unique d'information – Jednotná informační brána⁶.
- Elle gère CASLIN, le principal catalogue collectif de République tchèque⁷.
- Elle développe des programmes et mène des recherches dans le domaine de la conservation et de la restauration des documents de bibliothèque.
- Selon la nouvelle loi sur les bibliothèques, c'est la Bibliothèque nationale qui représente les bibliothèques (enregistrées au sens de la loi 2001) dans les délibérations avec les organismes de gestion collective des droits d'auteur, dans le cadre de la rémunération de l'usage des ouvrages en bibliothèque.
- La BN est un centre national des bibliothèques en République tchèque : en tant que tel, elle s'occupe de l'information professionnelle des bibliothécaires⁸.

Information sur la bibliothèque et sur ses services :

– sur le web de la BN : <http://www.nkp.cz>

– sur le web Gabriel – passerelle d'accès aux bibliothèques nationales d'Europe : http://portico.bl.uk/gabriel/libraries/pages_generated/cz_fr.html

1. <http://digit.nkp.cz>

2. <http://www.vicodi.org>

3. <http://aip.nkp.cz/index.htm>

4. <http://webarchiv.nkp.cz>

5. <http://full.nkp.cz>

6. <http://www.jib.cz>

7. <http://www.caslin.cz:7777>

8. <http://knihovnam.nkp.cz>

rence avec ses collègues » – voilà un des slogans de l'époque.

Il y a des changements que l'on peut déplorer liés à la privatisation de l'industrie : ainsi le démantèlement du réseau des bibliothèques techniques et des centres d'information scientifique et technique des établissements industriels ; la plupart d'entre eux – sauf de grands centres d'information importants dans leur domaine – ont été privatisés ou ont disparu au moment de la privatisation des entreprises. Sous prétexte de

favoriser la prospérité, l'efficacité du travail et le rendement des entreprises, certains gestionnaires suppriment les services d'information. Il y a parmi eux malheureusement des organismes importants tels que le centre d'information (avec une bibliothèque spécialisée formidable) des entreprises de Škoda Plzeň par exemple. Cela concerne aussi d'autres secteurs comme l'agriculture et les bibliothèques et centres d'information de plusieurs administrations centrales.

Tableau 1. Évolution des subventions de l'État (en milliers de couronnes tchèques)

	1999	2000	2001	2002	2003
RISK – programme d'informatisation des bibliothèques ¹	29 341	10 034	–	–	–
VISK – programme de développement des services d'information pour le public	–	30 000	115 900	50 689	20 903
Programme « Bibliothèque du XXI ^e siècle »	2 000	1 800	1 900	1 242	1 800
Financement des fonctions régionales des bibliothèques ²	–	–	–	92 000	129 600
Projets scientifiques et de recherche	29 355	28 595	24 922	15 077	9576

Source : ministère de la Culture de la République tchèque.

1. Pour la première année, la dotation en 1998 était de 40 millions de couronnes tchèques.

2. La dotation est octroyée dans le contexte de la réforme administrative (suppression des départements, naissance de nouvelles régions).

Parmi les réseaux disciplinaires, seules certaines administrations centrales ont su analyser à temps la situation et sauver des systèmes efficaces. C'est le cas du ministère de la Santé publique qui a trouvé une solution aux problèmes des bibliothèques médicales dans les établissements privatisés en appliquant le principe du financement mixte. Le réseau des bibliothèques de recherche des instituts de l'Académie des sciences quant à lui a été amputé d'une vingtaine d'établissements. Mais, grâce au système centralisé des bibliothèques d'institut (avec une bibliothèque centrale dite « de base »), les collections les plus précieuses n'ont heureusement pas été perdues.

Cependant, dans les années 1990, beaucoup de collections de bibliothèque en République tchèque ont disparu sans laisser de traces et sans que la communauté professionnelle ait pu s'opposer à ce processus. L'État tchèque s'est résigné, à quelques exceptions près, aux changements des réseaux de bibliothèques et de l'information scientifique et technique, et s'est désintéressé des biens de l'État. Il y a sans doute un rapport avec les proclamations de l'époque sur la nécessité de parvenir à un État plus faible et d'abolir maints mécanismes de contrôle étatiques.

Le démantèlement des réseaux de lecture publique

Les transformations politiques et économiques qui ont eu lieu après 1989 influencèrent profondément le système de la lecture publique. Ce phénomène a concerné, en premier lieu, les réseaux régionaux de coopération qui se sont développés dans les départements de la République tchèque à partir des années 1960 et qui ont contribué de manière considérable à l'amélioration du niveau professionnel des activités des bibliothèques, surtout dans les petites communes (réseaux départementaux et intercommunaux). La nouvelle situation politique, la démocratisation de la société et le renforcement par la voie législative de l'autonomie communale ont causé le démantèlement d'une bonne moitié des réseaux de coopération en lecture publique dans les années 1991-1997.

Certaines bibliothèques municipales à vocation départementale (administrées par des organismes départementaux et remplissant des fonctions d'aide technique et méthodologique vis-à-vis de la lecture publique dans le cadre du département) sont passées à d'autres tutelles : parfois les administrations des départements se sont débarrassées des bibliothèques en les confiant aux municipalités. Suite au renforcement des compétences des municipalités, on remarque une tendance des maires ou même de cer-

Tableau 2. Quelques données sur la lecture publique (1999-2002)

	1999	2000	2001	2002
Nombre de bibliothèques	6 057	6 019	6 091	6 057
Nombre d'annexes	1 122	1 122	1 089	1 005
Nombre de documents	59 760 990	60 179 653	60 191 490	60 669 380
Nombre de lecteurs	1 497 327	1 523 005	1 512 717	1 533 135
Nombre de visiteurs	17 585 940	18 188 459	18 364 073	19 657 619
Nombre de prêts	70 105 856	70 400 600	69 864 356	70 825 448
Budget d'acquisitions	193 940 500	198 949 200	205 712 500	248 271 700
Nombre de places de travail	12 436	13 960	16 773	18 529
Nombre d'ordinateurs destinés aux lecteurs	1 353	1 977	3 218	4 237
- dont ordinateurs connectés à Internet	621	1 111	2 146	3 081

tains conservateurs de bibliothèque à une indépendance absolue - certaines bibliothèques sont sorties des réseaux de coopération. Cela concerne surtout les grandes villes chefs-lieux de départements. Des problèmes surgissent dans des villes dont les bibliothèques municipales jouent le rôle de bibliothèques de soutien vis-à-vis de petites bibliothèques rurales (systèmes intercommunaux).

En principe, cela signifie un abandon de la compétence régionale et le maintien seulement des fonctions municipales, locales. Dès qu'une bibliothèque départementale se transforme, le réseau des services professionnels du département se désintègre. Les bibliothèques de lecture publique des départements touchés par ce démantèlement des réseaux de coopération deviennent ainsi des organismes isolés : la communication professionnelle entre les bibliothèques est rompue en l'absence du maillon essentiel qui animait l'ensemble.

Le système de lecture publique des réseaux départementaux subsistants n'était pas suffisamment protégé ; la loi de 1959 sur le réseau unifié de bibliothèques reste en vigueur, mais elle ne peut pas garantir l'existence des bibliothèques et le développement de leurs services. Par contre, la loi sur les communes votée en 1990 donne aux communes de grandes compétences dans maints domaines, ce qui augmente malheureusement la possibilité d'interventions incompetentes en lecture publique.

La transformation, à partir de 1991, a d'abord eu un caractère plutôt spontané ; en 1995, elle touchait approximativement 20 % des bibliothèques départementales en République tchèque. Le processus s'est développé en dépit de l'opposition des professionnels. La lutte des bibliothécaires pour sauvegarder les réseaux a été soutenue par un appel que le ministre de la Culture a lancé aux autorités départementales en 1993 pour inviter les élus à maintenir des fonctions supra-locales des bibliothèques-centres de réseaux départementaux, donc à promouvoir ces réseaux. Mais cet appel n'a pas apporté les résultats escomptés.

On remarque, à partir de cette époque-là, une baisse du nombre des bibliothèques de lecture publique². Dans la plupart des cas, il s'agit d'établissements implantés dans de petits villages ou d'annexes de bibliothèques départementales en ville. Il y a parmi les bibliothèques supprimées certaines dont l'activité languissait ou était minimale ; mais la baisse du nombre de bibliothèques est quand même inquiétante : en 1990, la République tchèque dénombrait 8364 établissements de lecture publique, en

1995 il y en avait 7786 et en 1999, 6057 (tableau 2).

Les mutations du réseau de lecture publique ont été négativement influencées par les changements institutionnels et administratifs, qui ont engendré une période d'incertitude pendant les années 1990.

En effet, le découpage territorial a changé deux fois pendant la décennie 1991-2001. Le système précédent à trois niveaux (centre - 10 régions - 86 départements) a cessé d'exister après l'abolition des régions en 1991. Le découpage administratif territorial a de nouveau changé le 1^{er} janvier 2001 - la République tchèque comporte maintenant 14 régions. On est donc passé à un système à deux niveaux (centre - 14 régions), mais les administrations régionales exercent leurs missions en coopération avec un réseau constitué des communes les plus importantes, accréditées pour l'exercice de certaines fonctions.

Grâce à cette réglementation et grâce à l'adoption d'une nouvelle loi sur les bibliothèques en 2001, le système entier des bibliothèques (non seulement de la lecture publique) a pu être rationalisé. Des fonctions régionales remplies à l'époque par les bibliothèques départementales (activités et services destinés surtout à des bibliothèques rurales et de petites villes) sont dorénavant prises en charge par les bibliothèques régionales (en coopération avec d'autres bibliothèques en région cochargées de ces fonctions). Le processus est

2. En 1990, le nombre des lecteurs inscrits dans les bibliothèques de lecture publique était de 1 872 000. Cet indicateur tombe en 1993 à 1 422 000 et n'évolue pas de manière significative pendant les années 1994-1995. Le nombre des emprunts, qui a atteint 63 974 000 en 1990, baisse à 56 000 000 en 1991; entre 1993-1995, il tourne autour de 57 500 000.

accompagné de subventions de la part de l'État (tableau 1). Certaines bibliothèques départementales ont été transférées sous la tutelle des villes ou des régions. Tel est le cas par exemple des villes de Karlovy Vary, Jihlava, Žďár nad Sázavou, Pardubice ; chefs-lieux de départements avant la réforme administrative, ces villes sont devenues chefs-lieux des nouvelles régions et leurs bibliothèques municipales sont maintenant chargées de fonctions régionales conformément à la loi sur des bibliothèques qui est en vigueur³.

Les ressources des bibliothèques

Dans la première moitié des années 1990, le nombre des lecteurs et des prêts dans les bibliothèques de lecture publique a beaucoup baissé. On a expliqué cette baisse d'abord par le fait que les gens étaient passionnés par de nouvelles activités (la vie politique et sociale tumultueuse, un grand nombre de nouveaux partis, des gens occupés par la fondation de leur propre entreprise privée). Le cinéma et la télévision diffusaient beaucoup de nouveaux films, il y avait de nouvelles discothèques dans les villes, etc. Mais on sait aujourd'hui que les problèmes de financement des bibliothèques et la nouvelle tarification des services sont eux aussi responsables de la baisse des lecteurs et des prêts. Le prix des livres, des périodiques et d'autres documents est

en augmentation constante (par rapport à 1989, le prix du livre a augmenté 7 à 10 fois pendant la première moitié des années 1990). Les bibliothèques qui cherchent à conserver la diversité des titres sont amenées à réduire le nombre des exemplaires et à limiter l'achat de revues, journaux, documents audiovisuels, etc. L'acquisition de revues étrangères est plus difficile.

Petit à petit, la baisse du nombre des lecteurs et des prêts, très rapide après 1989, se ralentit (tableau 2). La hausse du prix des livres, des périodiques et des disques, mais aussi les changements pédagogiques dans les écoles, ramènent des lecteurs aux bibliothèques.

Pour compenser certaines dépenses, les bibliothèques créent des taxes (le plus souvent pour l'emprunt de revues à domicile), les frais d'inscription augmentent. Elles sont forcées par leurs tutelles d'augmenter leurs recettes pour payer une partie des frais de fonctionnement ; elles cherchent donc à obtenir des ressources

par la tarification des services, par des activités commerciales, par le sponsoring, etc. C'est seulement dans la seconde moitié des années 1990, sous la pression de la communauté professionnelle des bibliothécaires et après une campagne de longue durée, des explications, des conférences de presse et du lobbying auprès des parlementaires, que l'absurdité de l'idée d'autofinancement des bibliothèques est admise par les tutelles, mais les budgets restent insuffisants.

Au début des années 1990, les fonds des bibliothèques se sont enrichis de collections « cachées » pendant trente ans pour des raisons diverses, parfois bien stupides (des ouvrages autrefois gênant idéologiquement ou en fonction des personnalités de leurs auteurs, traducteurs, auteurs des préfaces/postfaces, rédacteurs, illustrateurs...).

Mais de nouvelles lacunes se sont créées dans les fonds des bibliothèques. Les bibliothèques de tout type souffrent, en effet, de l'insuffisance des budgets de fonctionnement. Pen-

3. Après plus de dix ans de lutte et d'efforts déployés par la communauté professionnelle des bibliothécaires tchèques, après maintes discussions et la rédaction de plusieurs propositions, une nouvelle loi sur les bibliothèques a été votée en 2001 : loi n° 257/2001 sur les bibliothèques et sur les conditions de la fourniture des services publics de bibliothèque et d'information (loi sur les bibliothèques). En tchèque : zákon n° 257/2001 Sb., o knihovnách a podmínkách provozování veřejných knihovnických a informačních služeb (knihovní zákon). Pour plus d'information, voir Jarmila Burgetova, « Nouvelle loi sur les bibliothèques en République tchèque », *Bulletin d'informations de l'Association des bibliothécaires français*, n° 193, 2001, p. 65-67.

dant la première moitié des années 1990, si les sommes inscrites dans les budgets des bibliothèques ne diminuent pas, c'est la hausse continue des frais de fonctionnement tels que le chauffage, l'éclairage, etc., qui entraîne la réduction de l'enveloppe octroyée aux acquisitions.

De nouveaux éditeurs publient une foule d'ouvrages intéressants, mais les bibliothèques ne peuvent pas les acquérir pour leurs fonds soit pour des raisons financières, soit parce que les bibliothécaires ne sont pas en mesure d'accéder à l'information même sur la production éditoriale. À dire vrai, cette information a cessé d'exister en raison de la désagrégation du marché du livre. Cette situation perdure jusqu'à la seconde moitié des années 1990. Puis, le réseau des libraires et des éditeurs privés se stabilise, et l'information sur la production éditoriale devient plus complète et régulière. Les libraires commencent à percevoir les bibliothèques comme des partenaires importants sur le marché, et leur accordent des remises, etc.

La seconde moitié des années 1990 (à partir de 1997-1998) est marquée par des réductions importantes des budgets des bibliothèques financées sur fonds publics ; ces réductions perdurent à l'heure actuelle. Les déficits concernent en premier lieu les bibliothèques qui ont changé d'autorités de tutelle (la lecture publique), mais aussi les bibliothèques de recherche et d'étude les plus importantes administrées et financées par des organes d'État, y compris les bibliothèques des grandes écoles et la Bibliothèque nationale de la République tchèque. Les ministères de la Culture et de l'Enseignement, sous la pression des associations de bibliothécaires, commencent à formuler et imposer des programmes de financement supplémentaire des bibliothèques. Il s'agit de programmes de soutien à l'informatisation des bibliothèques, du financement des connexions à Internet, du financement des conversions rétrospectives

L'évolution de l'édition

En ce qui concerne l'édition, la période précédant 1989 se caractérise par les activités assez stables de quelques dizaines de maisons d'édition ou éditeurs d'État. Dans les années 1990, le dynamisme de l'édition est flagrant : après un vrai boom dans la première moitié des années 1990 (où le nombre des éditeurs a atteint 1500), on voit aujourd'hui une stabilisation de ce secteur d'activité (tableau 3). Mais le nombre des titres édités est en croissance constante. Par rapport à la période précédente, où le nombre de nouvelles publications oscillait autour de 6000 par an, l'augmentation est sensible (plus de 14000 titres en 2002).

La production éditoriale change de qualité – malheureusement, la proportion de publications telles que livres de cuisine, horoscopes, romans à l'eau de rose est très élevée.

L'éventail des langues traduites se réduit, la proportion, le poids de certaines langues évoluent. Les traductions des ouvrages de littérature anglosaxonne commencent à dominer nettement. Des titres de littératures traditionnelles très présentes en République tchèque (dont la traduction avait une longue tradition et était de haut niveau) n'apparaissent presque plus dans la production éditoriale. Cela concerne surtout les grandes littératures des nations de l'ex-URSS, telles que la littérature géorgienne ou arménienne, mais aussi d'autres nations (bulgare, polonaise) dont la part diminue et, dans certains cas, a pratiquement disparu.

des catalogues, de l'achat des publications électroniques et de l'accès à des bases de données étrangères (bases de données bibliographiques et bases plein texte d'articles scientifiques), du transfert des collections précieuses sur microformes, de recherche dans le domaine de la sauvegarde

des collections de livres anciens ou dans le domaine de la numérisation, etc. Mais, depuis l'an 2000, de nouvelles évolutions inquiétantes dans ce financement supplémentaire apparaissent (voir des exemples tableau 1).

En ce qui concerne le financement de la Bibliothèque nationale, depuis dix ans déjà, les budgets annuels octroyés par le ministère de la Culture couvrent à peine la moitié des sommes nécessaires. La BN remplit des fonctions qui sont aujourd'hui précisées par la loi de 2001, notamment dans son statut et son rôle de centre du réseau des bibliothèques tchèques. La BN est responsable du développement des innovations, des technologies nouvelles de l'informatisation, des technologies de la sauvegarde, préservation et restauration des collections, elle est chargée de la réalisation de la bibliographie nationale, de l'établissement du catalogue collectif le plus important du pays, etc. Le financement de certaines de ces fonctions de base de la BN est assuré depuis des années par des ressources non budgétaires (*grants*). Une incertitude et des approches peu prévisionnelles, des difficultés de planning et de management de l'institution sont engendrées par cette situation. Les salaires du personnel sont déplorables : même des spécialistes de haut rang touchent à peine le salaire moyen national.

Construction et coopération

Dans cette situation d'insuffisance générale, un fait étonnant : le nombre de bâtiments de bibliothèques nouvellement construits. Entre 1945 et

Tableau 3. La production éditoriale (1999-2002)

	1999	2000	2001	2002
Nombre d'éditeurs	1 653	1 763	1 949	1 864
Nombre de titres	12 551	11 965	14 321	14 278

Source : ministère de la Culture de la République tchèque ; information plus détaillée sur le site de la Bibliothèque nationale de la RT (Agence nationale de l'ISBN : www.nkp.cz) et de l'Association des libraires et éditeurs tchèques : www.sckn.cz

1989, le nombre des nouvelles réalisations est marginal (on a préféré des réhabilitations, souvent de bâtiments historiques), tandis qu'aujourd'hui nous pouvons citer un grand nombre de bâtiments spécialement programmés et construits pour des bibliothèques (Bibliothèque de Moravie à Brno, bibliothèque de recherche à Liberec, Bibliothèque universitaire de Pardubice, bibliothèque de la faculté des lettres de l'Université Masaryk à Brno, mais aussi projet de la bibliothèque de recherche à Hradec Králové, de la Bibliothèque nationale technique de Prague, etc.).

De façon positive, le développement des bibliothèques, ces dernières années, est marqué par la reconstitution progressive des liens entre des établissements gravement perturbés par la transformation chaotique de l'administration publique et par une privatisation précipitée pendant la première moitié des années 1990. Une des tâches importantes de la communauté professionnelle des bibliothécaires a été de rehausser le prestige de la profession et celui des bibliothèques.

Dans la situation de changement incessant des institutions centrales de l'État dans les années 1990, les spécialistes des bibliothèques ont rédigé des propositions, des états des lieux, des esquisses de programmes et des programmes mêmes de développement des bibliothèques, ou de participation des bibliothèques à la politique d'informatisation menée par l'État. Dans certains cas, des bibliothécaires ont su persuader des politiciens, des décideurs, des élus qu'il est très avantageux pour la société de s'appuyer sur le réseau des bibliothèques (par exemple pour le développement de l'administration numérique ou pour la mise en œuvre des droits des citoyens à l'accès à l'information et à la culture), et que le potentiel des bibliothèques n'est pas encore pleinement exploité (par exemple pour la formation permanente). Aujourd'hui, les ministères de l'Intérieur et de l'Informatisation in-

tègrent les bibliothèques dans leurs programmes d'informatisation.

Les bibliothèques et les institutions de divers réseaux et divers secteurs cherchent à travailler ensemble. Tel est le cas de la coopération qui débute entre bibliothèques, musées et archives (pas seulement entre leurs bibliothèques), engagée par des bibliothécaires. Le chantier « prospecté » en commun, depuis quelques années déjà, est la numérisation des collections. C'est surtout la Bibliothèque nationale qui transmet sa propre expérience en tant que responsable des projets de l'Unesco, tels que Mémoire du monde ou Memoria.

Les grands-mères et les ordinateurs

Notre expérience de la transformation des bibliothèques dans ce contexte de changements sociaux nous donne le droit d'affirmer, en conclusion, que le domaine des bibliothèques, comme de toute la culture, nécessite des approches raisonnées, ainsi que la protection et le patronage de l'État. Le chemin des bibliothèques et des bibliothécaires tchèques n'est pas facile. Beaucoup de décisions prises sous l'égide de la liberté (absolue) et de la décentralisation (absolue) des pouvoirs politiques demandent à être corrigées. Ces corrections sont très difficiles. Mais elles se font dans des conditions différentes, dans le nouveau monde des technologies nouvelles ; espérons, aussi, dans un nouveau contexte idéologique. Les résultats et les solutions en ont et en auront sans doute une nouvelle qualité...

Peut-être encore, en guise de conclusion : parmi les manifestations et animations qui témoignent de l'ingéniosité des bibliothécaires tchèques, citons « *Internet za babku* ». La formule tchèque « *za babku* » signifie « pour rien », « à bon marché ». En même temps, le substantif « *babka* » désigne une grand-mère. Le but de cette animation inventée par une pe-

tite bibliothèque était de faire venir des enfants avec leur grand-mère à la bibliothèque : l'enfant qui vient avec sa grand-mère peut passer un certain temps sur la toile, et sa grand-mère peut participer à un petit cours introductif pour savoir ce qu'est l'Internet. En fin de compte, les grands-mères restent à la bibliothèque pour lire à haute voix des contes de fées aux enfants - à la demande de ces derniers...

Mai 2004

En savoir plus

Quelques associations de bibliothécaires et de bibliothèques en République tchèque :

- Association des bibliothèques des grandes écoles (Asociace knihoven vysokých škol)
<http://www.akvs.cz/>
- Association des bibliothèques (Sdružení knihoven)
<http://www.sdruk.cz/index.php>
- Association des bibliothécaires et documentalistes tchèques (Svaz knihovníků a informačních pracovníků - SKIP)
<http://skip.nkp.cz/>

Des revues professionnelles électroniques tchèques :

- *Bulletin Masarykovy veřejné knihovny Vsetín* (Bulletin de la Bibliothèque Masaryk de la ville de Vsetín)
<http://www.mvk.cz/Cesky/bulletin.htm>
- *Bulletin SKIP* (Bulletin de l'association professionnelle de SKIP)
<http://skip.nkp.cz/Bulletin/Bulletin.htm>
- *Ikaros - Elektronický časopis o informační společnosti* (Ikaros - Revue électronique sur la société de l'information)
<http://ikaros.ff.cuni.cz>
- *Lékařská knihovna* (Revue de la Bibliothèque nationale de médecine)
<http://www.nlk.anet.cz/czech/casopis/lekknihovna.html>
- *Národní knihovna - Knihovnická revue* (Revue de la Bibliothèque nationale)
<http://full.nkp.cz/nkk/NKKR.html>
- *U nás : Knihovnicko-informační zpravodaj východních Čech* (Bulletin des bibliothèques de la Bohême de l'Est)
<http://www.svkhk.cz/unas/>
- *Knihovnický zpravodaj Vysočina* (Bulletin des bibliothèques de la région de Vysočina)
<http://www.knihzdar.cz/kzv>